



**PROJET CONTRAT D'AFFERMAGE**

**DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC**

---

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR  
L'EXPLOITATION DU CHALET-REFUGE DU NANT DU  
BEURRE A NAVES 73260 LA LECHERE**

---

**Communauté de communes des vallées d'Aigueblanche  
40 Chemin des Loisirs  
73260 GRAND - AIGUEBLANCHE**

## SOMMAIRE

1 - Identification des parties au contrat.....	4
2 - Préambule .....	4
3 - Dispositions générales .....	4
3.1 - Nature du contrat.....	4
3.2 - Objet du contrat.....	4
3.3 - Périmètre de l'affermage .....	5
3.4 - Engagements du délégataire .....	5
3.4.1 - Obligations du délégataire .....	5
3.4.2 - Missions du délégataire.....	5
3.4.3 Entretien et renouvellement .....	7
3.4.2 - Exclusivité .....	8
3.5 - Pièces contractuelles.....	8
3.6 - Durée et prise d'effet du contrat.....	8
3.7 - Recours à des tiers - Sous-traitance.....	8
3.8 - Cession du contrat.....	8
3.9 - Modification du statut d'exploitant .....	8
3.10 - Propriété commerciale.....	8
4 - Moyens humains affectés à l'affermage .....	8
4.1 - Conditions de travail.....	9
4.2 - Clauses sociales.....	9
4.3 - Justificatifs de compétences et suivi des formations.....	9
5 - Moyens matériels affectés à l'affermage .....	9
5.1 - Inventaire des biens .....	9
6 - Conditions d'exploitation .....	10
6.1 - Modalités d'exploitation .....	10
6.1.1 - Principes généraux.....	10
6.1.2 - Normes d'hygiène et de sécurité .....	11
6.1.3 - Modalités de fonctionnement et services aux usagers.....	11
6.1.4 - Surveillance et prescriptions techniques.....	12
6.1.5 - Exploitation de la licence IV .....	12
6.2 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité .....	12
6.3 - Conditions d'exploitation à caractère environnemental .....	13
6.4 - Continuité du service.....	13
6.5 - Amélioration et modernisation .....	13
7 - Conditions financières et fiscales .....	14
7.1 - Rémunération du délégataire.....	14
7.2 - Tarification .....	14
7.3 - Redevances versées à l'autorité délégante.....	14
7.3.1 - Montant de la redevance .....	14
7.3.2 - Modalités de versement de la redevance .....	14
7.3.3 - Indexation de la part fixe de la redevance.....	14
7.4 - Caution .....	15
7.5 - Réexamen des conditions financières.....	15
7.6 - Charges, impôts et taxes.....	16
8 - Suivi et contrôle de l'affermage .....	16
8.1 - Rapport annuel d'information à l'autorité délégante.....	16
8.2 - Contrôle exercé par l'autorité délégante.....	17
8.5 - Commission de suivi .....	18

9 - Responsabilités - Garanties - Assurances.....	18
9.1 - Responsabilité de l'autorité délégante.....	18
9.2 - Responsabilité du délégataire.....	18
9.3 - Garanties des ouvrages et équipements .....	19
9.4 - Assurances.....	19
9.4.1 - Obligation d'assurance .....	19
9.4.2 - Information de l'autorité délégante .....	19
10 - Sanctions.....	20
10.1 - Pénalités .....	20
10.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	20
10.3 - Sanctions coercitives/mise en régie provisoire .....	20
10.4 - Sanction résolutoire : Déchéance.....	20
11 - Résiliation du contrat.....	21
11.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général.....	21
11.2 - Résiliation en cas de dissolution, redressement et liquidation judiciaire.....	22
11.3 - Résiliation pour force majeure .....	22
12 - Fin du contrat.....	22
12.1 - Faits générateurs.....	22
13 - Remise des installations .....	23
13.1 - Définition .....	23
13.2 - Sort des biens à l'extinction du contrat.....	23
13.4 - Retard de paiement .....	23
14 - Dispositions diverses.....	23
14.1 - Règlement des litiges et langues.....	23
14.2 - Notification, élection de domicile .....	23
14.3 - Traitement des données à caractère personnel .....	24
15 - Pièces annexes .....	24
16 - Signature.....	24

# 1 - Identification des parties au contrat

Entre les soussignés

Nom de l'organisme : Communauté de communes des vallées d'Aigueblanche, ci-après désignée « l'autorité délégante »,

ET

Nom du délégataire : .....

Adresse .....

Adresse administrative (différente de celle du refuge) :  
.....  
.....

Courriel <sup>1</sup> .....

Numéro de téléphone .....

Numéro de SIRET .....

Code APE .....

Numéro de TVA intracommunautaire .....

Représenté par .....

Agissant en qualité de .....

Ci-après désigné « le délégataire »

Il est convenu ce qui suit :

## 2 - Préambule

L'autorité délégante a construit, « le Chalet-refuge du Nant du Beurre », dont la vocation est de valoriser le site de la Vallée de Naves et de répondre à une attente sur ce secteur, en proposant une fonction d'accueil, d'hébergement et de restauration.

L'autorité délégante a souhaité confier l'exploitation de cet équipement à un partenaire professionnel, au moyen d'un contrat de délégation de service public, afin de bénéficier de son expertise et de son expérience, tout en conservant la maîtrise sur les modalités d'exploitation.

Au terme d'une procédure de publicité et de mise en concurrence, l'autorité délégante a désigné Monsieur Madame ....., en tant que délégataire de service public pour l'exploitation du refuge du Nant du Beurre.

## 3 - Dispositions générales

### 3.1 - Nature du contrat

Le présent contrat est une délégation de service public, telle que définie aux articles L. 1121-1 et L. 1121-3 du Code de la commande publique. Le mode de gestion déléguée retenu est l'affermage.

### 3.2 - Objet du contrat

Dans les conditions prévues par les articles ci-après de la présente convention, l'autorité délégante confie au délégataire, qui accepte, l'exploitation à ses risques et périls, du chalet-refuge du Nant du Beurre, au moyen d'une convention de délégation de service public.

Lieu(x) d'exécution :

Refuge du Nant du beurre

73260 La Léchère

(1) Mention indispensable pour être tenu informé des modifications et des correspondances relatives à ce dossier.

### **3.3 - Périmètre de l'affermage**

Le périmètre de l'affermage est le suivant :

S'inscrivant dans une politique de valorisation du site, le chalet-refuge du Nant du Beurre a pour objectif de proposer :

- Une fonction d'accueil sur différentes saisons, pour tout public (randonneurs, promeneurs, sportifs) avec une salle hors-sac.
- Une fonction de restauration, en proposant une cuisine traditionnelle et de qualité permettant de répondre aux attentes des usagers.
- Une fonction d'hébergement, avec une trentaine de places en « petits dortoirs » pour répondre aux attentes des différents publics (sportifs, contemplatifs, familles, groupes,...).

### **3.4 - Engagements du délégataire**

#### **3.4.1 - Obligations du délégataire**

Le délégataire est entièrement responsable de l'exécution de ses missions, tant à l'égard de l'autorité délégante que des usagers et des tiers.

Il est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour assurer la sécurité, la qualité et la continuité du service public, ainsi que l'égalité des usagers, et ce conformément à la réglementation en vigueur. Il est également tenu de prendre toutes les mesures propres à garantir la sécurité de son personnel ainsi que de souscrire des contrats d'assurances qui couvrent les différents risques correspondant aux activités relevant du champ du présent contrat.

Le délégataire fait son affaire de tous risques et litiges pouvant résulter des missions exercées au titre du contrat, sans que les conséquences indemnitaires pouvant en résulter ne puissent être mises à la charge de l'autorité délégante. Par conséquent, la responsabilité de l'autorité délégante ne pourra être recherchée à l'occasion d'un litige, sauf faute exclusive avérée de celle-ci.

#### **3.4.2 - Missions du délégataire**

Dans le cadre du présent contrat d'affermage, le délégataire est chargé d'assurer, dans les conditions fixées au présent contrat, les missions détaillées ci-après :

##### **➤ Une mission d'hébergement :**

Le bâtiment se compose de 38 couchages répartis dans 8 dortoirs séparés (Annexe 3)

Le délégataire devra proposer un hébergement de qualité à partir de plusieurs formules variées et adaptées aux besoins de la clientèle.

Il veillera notamment à proposer des formules nuitées seules, demi-pension et pension complète.

Le délégataire aura la charge de gérer les plannings de réservations.

##### **➤ Une mission d'accueil et d'information des visiteurs à leur arrivée et durant leur séjour :**

Le délégataire devra assurer une présence dans le refuge (de jour comme de nuit) de manière à garantir, d'une part, le meilleur accueil des usagers et d'autre part, la bonne utilisation, la sécurité et le respect des lieux.

(1) Mention indispensable pour être tenu informé des modifications et des correspondances relatives à ce dossier.

Le délégataire devra mettre à la disposition de sa clientèle une information complète concernant les animations, les commerces et les différentes activités de la vallée de Naves (activités sportives, culturelles,...) et renseigner les usagers sur la région et son milieu naturel, notamment en tenant à disposition une information la plus complète possible (dépliants, cartes, topos, livres sur la flore, la faune,...)

Pour ce faire, le délégataire devra travailler en relation permanente avec l'office de Tourisme des Vallées d'Aigueblanche, la Maison de la montagne et avec les autres organismes de promotion du territoire.

➤ **Une mission d'animation :**

L'exploitant devra mettre à disposition des usagers des revus, des livres et des jeux.

Conformément à son offre, il proposera lui-même des animations telles que ; Soirée astronomique, week-end ressourcement en montagne, soirée contes, projections de films, concerts, repas de fin de saison, soirée du nouvel an ...

Il devra également proposer des activités et animations qui pourront être assurées par des prestataires extérieurs au refuge telles que celles décrites dans son offre : des randonnées (à pied, en raquettes, à ski), du V.T.T., des journées thématiques (astronomie, découverte de la flore et de la faune, massage,...), des repas spectacles..

➤ **Une mission de bar-restauration :**

Le délégataire proposera des formules, ainsi qu'une politique tarifaire variées et adaptées à la diversité des clientèles susceptibles de fréquenter l'établissement au travers :

- d'une restauration de qualité de type « cuisine du terroir » permettant la découverte des produits et spécialités de la région ;

- de paniers repas à destination de la clientèle de randonneurs ou en nuitées sèches.

Le délégataire aura la possibilité de proposer plusieurs formules de restauration élaborée à partir de produits régionaux.

➤ **Une mission de promotion et commercialisation du chalet-refuge :**

Le délégataire assurera une mission de promotion du refuge et du bar-restaurant.

Plus particulièrement, il devra :

- assurer l'élaboration des documents commerciaux représentant l'offre de l'équipement,

- assurer la présence du refuge au sein d'actions commerciales (salons, événements locaux,...),

- collaborer avec les partenaires institutionnels et les autres opérateurs privés de la vallée de Naves, en particulier l'Office du Tourisme de Valmorel et des Vallées d'Aigueblanche, mais aussi l'Office du Tourisme de Beaufort.

Dans le cadre de cette mission de promotion et de commercialisation, le délégataire devra gérer le site internet présentant les prestations proposées au refuge du Nant du Beurre, l'autorité délégante l'autorisant à utiliser le nom de domaine : [www.refugedunantdubeurre.fr](http://www.refugedunantdubeurre.fr)

Au terme de la convention, le délégataire remettra gratuitement à l'autorité délégante le nom de domaine et les droits sur le site internet.

**Le candidat s'engage à assurer l'intégralité des missions confiées, conformément aux exigences de l'autorité délégante.**

Toute activité complémentaire ne pourra être exercée qu'après accord préalable et exprès de l'autorité délégante.

### **3.4.3 Entretien et renouvellement**

#### **➤ Nettoyage, entretien courant - Menues réparations :**

Le délégataire est responsable, à ses frais, du nettoyage, de l'entretien courant et de la maintenance (préventive et curative) des ouvrages, équipements et matériels nécessaires à l'exploitation du service de manière à maintenir, pendant toute la durée du contrat, les biens en parfait état de fonctionnement et d'exploitation.

Le délégataire sera tenu des réparations dites « locatives », à savoir les travaux d'entretien courant et de menues réparations définis notamment par le décret n°87-712 du 26 août 1987 (Annexe 5).

Il s'assurera que l'entretien et le nettoyage seront effectués en conformité avec toutes les réglementations en vigueur, notamment avec les règles d'hygiène, de sécurité et de bruit applicables aux activités confiées.

**Par nettoyage**, il est entendu toutes les opérations permettant de garantir l'hygiène et la propreté des installations et de leurs abords. Ces opérations sont mises en œuvre par le délégataire aussi souvent que nécessaire.

**Par entretien courant**, il est entendu toutes les opérations permettant d'assurer le maintien en état de fonctionnement des installations jusqu'au moment où leur vétusté ou une défaillance rend nécessaires des travaux de gros entretien ou de renouvellement.

Les travaux d'entretien courant et de maintenance sont exécutés en dehors des heures d'ouverture aux utilisateurs ou, à défaut, à la condition qu'il n'en résulte pas de perturbations pour la qualité du service et le confort des usagers. Sauf nécessité impérieuse, il n'y a pas d'interruption d'exploitation pour réaliser les opérations d'entretien courant et de maintenance.

#### **➤ Grosses réparations :**

Les grosses réparations, notamment celles définies à l'article 606 du Code Civil, seront à la charge de l'autorité délégante (les réparations des gros murs, des poutres et des couvertures entières notamment).

\*Si les réparations étaient occasionnées par un défaut d'entretien de la part du délégataire depuis l'entrée en vigueur de la présente convention, ces réparations seraient à la charge de ce dernier, conformément à l'article 605 du Code civil.

#### **➤ Exécution d'office des travaux d'entretien et de réparation :**

L'autorité délégante se réserve le droit de faire procéder, à ses frais, au contrôle de l'état d'entretien de l'ensemble des biens, équipements et installations mis à disposition du délégataire. Ce contrôle sera réalisé par un expert désigné par les deux parties ou, à défaut, par le Président du Tribunal Administratif de Grenoble.

En cas d'insuffisance d'entretien, l'autorité délégante pourra mettre en demeure le délégataire d'y remédier dans le délai qu'elle aura fixé. A défaut, la remise en état sera assurée, par l'autorité délégante, aux frais du délégataire.

#### **➤ Renouvellement :**

Le délégataire pendra en charge le renouvellement des biens mis à disposition par l'autorité délégante listés en Annexe 4.

Le renouvellement des installations, équipements, mobiliers et matériels mis à disposition du délégataire est à la charge de l'autorité délégante, dès lors qu'il résulte de l'usure normale de ceux-ci.

Dans tous les autres cas (dégradation, usure prématurée résultant d'un mauvais entretien...), le délégataire devra en assurer le renouvellement à ses frais.

### **3.4.2 - Exclusivité**

Le présent contrat confère au délégataire l'exclusivité de l'exploitation dans le périmètre défini et durant toute la durée du contrat.

### **3.5 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles du contrat d'affermage sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- Le contrat d'affermage et ses annexes
- Le cadre du Mémoire Technique
- Le compte prévisionnel d'exploitation (Annexe 1).

### **3.6 - Durée et prise d'effet du contrat**

La durée du contrat est de 7 ans.

Le contrat d'affermage prend effet à compter du 01/10/2026. Son échéance est fixée au 30/09/2033.

### **3.7 - Recours à des tiers - Sous-traitance**

La sous-traitance totale ou partielle des services objet des présentes est formellement interdite sauf accord préalable et explicite du conseil communautaire.

Toutefois, si un accord devait être formulé, les sous-traitants seraient soumis à l'ensemble des clauses et obligations du contrat, notamment sociales, environnementales et relatives aux principes de la République.

Le délégataire demeurerait pleinement responsable de l'exécution du contrat et de tout manquement de ses sous-traitants à l'une quelconque des clauses contractuelles.

### **3.8 - Cession du contrat**

Le délégataire ne peut, sous peine de déchéance, céder totalement ou partiellement l'affermage.

### **3.9 - Modification du statut d'exploitant**

Le délégataire s'engage à informer l'autorité délégante préalablement à toute évolution de son statut et le cas échéant lors de la modification de son capital social.

### **3.10 - Propriété commerciale**

La présente convention est conclue sous le régime des délégations de service public.

En conséquence, le délégataire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque, susceptible de lui conférer un droit au maintien dans les lieux et/ou quelque autre droit, notamment la revendication d'un fonds de commerce.

## **4 - Moyens humains affectés à l'affermage**

Le délégataire fera son affaire de l'embauche du personnel, en nombre et en qualification suffisants, pour le bon fonctionnement du refuge du Nant du Beurre.

Le délégataire s'engage à respecter, pour l'ensemble des personnels employés dans le cadre du contrat, la législation sociale et le droit du travail en vigueur, notamment le Code du travail et les conventions collectives applicables.

Il garantit des conditions d'emploi conformes (contrat de travail régulier, rémunération au moins égale aux minima légaux ou conventionnels, respect des règles de santé et de sécurité).



Le recours au travail illégal est interdit.

Le délégataire s'engage à loger les personnels affectés à l'exploitation du refuge dans des conditions décentes et conformes aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur.

L'hébergement devra être assuré dans des espaces adaptés à l'usage d'habitation et réservés à cet effet, à l'exclusion de tout espace ne présentant pas les conditions requises pour cet usage.

Le délégataire est seul responsable du respect de ces obligations.

Le non-respect de la présente clause peut entraîner l'application de pénalités ou la résiliation du contrat.

#### **4.1 - Conditions de travail**

Le délégataire est tenu d'exécuter le contrat d'affermage dans le respect des dispositions législatives et réglementaires relatives aux conditions de travail des salariés. Il est seul responsable de l'application des conditions de travail, notamment des règles relatives à la santé et la sécurité des travailleurs.

Le délégataire doit également être en mesure de justifier à tout moment du respect des dispositions légales et réglementaires prohibant le recours au travail dissimulé, ainsi que du respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

En application de l'article L. 8222-6 du code du travail, lorsque l'autorité délégante est informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du délégataire au regard des formalités précitées, le délégataire est immédiatement enjoint de faire cesser sans délai cette situation.

Le délégataire est tenu d'apporter à l'autorité délégante la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, dans un délai de deux mois. A défaut, le contrat pourra être rompu sans indemnité aux frais et risques du délégataire.

#### **4.2 - Clauses sociales**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Il veille à garantir l'égalité de traitement dans les procédures de recrutement, de rémunération et d'évolution professionnelle.
- Il s'efforce de favoriser l'accès des femmes et des hommes à l'ensemble des postes, y compris ceux traditionnellement genrés, dans la mesure des contraintes propres à l'exploitation du refuge.
- Il contribue à prévenir toute forme de discrimination ou de harcèlement au sein de son personnel.

#### **4.3 - Justificatifs de compétences et suivi des formations**

Le délégataire s'engage à transmettre, avant le début de l'exploitation, les justificatifs des formations dont la réalisation avait été différée lors de la remise de l'offre et ayant fait l'objet d'une attestation sur l'honneur d'engagement à les suivre.

Il s'engage également à communiquer à l'autorité délégante, pendant toute la durée du contrat, les attestations de formation et de recyclage au fur et à mesure de leur réalisation.

### **5 - Moyens matériels affectés à l'affermage**

#### **5.1 - Inventaire des biens**

Pour l'accomplissement de la mission du délégataire, l'autorité délégante met à sa disposition exclusive, des biens immobiliers et mobiliers, corporel et incorporels suivants :

- Un bâtiment qui comprend :
  - Une salle hors-sac de 8 m<sup>2</sup> ;
  - Une cuisine équipée ;
  - Une salle de restauration d'une capacité de 35 à 40 couverts ;
  - Une terrasse d'une capacité de 35 à 40 couverts ;
  - Des dortoirs d'une capacité de 38 couchages ;
  - Des espaces de stockage à l'arrière de la cuisine
  - Un garage à motoneige et à fraise à neige

- Une salle abritant la chaufferie à granule et son silo
  - Une pièce abritant la génératrice
  - Un escalier extérieur d'évacuation incendie
- Un plan du bâtiment mis à disposition figure en Annexe 3;
  - Des biens mobiliers et du matériel listés en Annexe 4 ;
  - Une licence de débit de boissons de 4<sup>è</sup> catégorie, Annexe 6 ;
  - Le nom de domaine : [www.refugedunantdubeurre.fr](http://www.refugedunantdubeurre.fr)

L'inventaire provisoire est annexé au présent contrat (Annexe 4). L'inventaire définitif et l'état de lieux sera transmis au moment de la notification du contrat.

Les parties disposent d'un délai de 1 mois à compter de la date d'entrée en vigueur du contrat d'affermage pour apporter tout complément ou correctif quant au contenu l'inventaire définitif ou de l'état des lieux.

Le délégataire tient à jour l'inventaire des biens pendant toute la durée du contrat d'affermage. Cet inventaire est mis à jour par le délégataire dans le cadre de la remise du rapport annuel.

L'inventaire mis à jour tient compte, s'il y a lieu :

- des nouveaux ouvrages, équipements et installations achevés ou acquis depuis l'inventaire initial ou sa dernière mise à jour ;
- des évolutions concernant les ouvrages, équipements et installations déjà répertoriés à l'inventaire dans son dernier état (renouvellement, dégradation...) ;
- des ouvrages, équipements et installations mis hors service, démontés ou abandonnés ;

L'ensemble des équipements et biens financés par la Communauté de communes et mis à disposition du délégataire relèvent du domaine public intercommunal et reviendront gratuitement à la Communauté de communes au terme de la convention.

Le garnissage complémentaire des lieux devra être assuré par le délégataire. Il s'agit notamment de la décoration.

Le délégataire s'engage à fournir par ailleurs :

- Une fraise à neige,
- Du matériel de bureau et d'informatique,
- Une motoneige,
- Tout autre engin ou outil que le délégataire jugera utile pour l'exploitation du refuge.

## 6 - Conditions d'exploitation

### 6.1 - Modalités d'exploitation

#### 6.1.1 - Principes généraux

Le délégataire s'engage à assurer la sécurité, le bon fonctionnement et la continuité du service. Il dispose d'une liberté pour l'organisation de son exploitation, sous réserve toutefois du respect des principes d'égalité et de continuité du service public, des prescriptions du présent contrat ainsi que de toutes les prescriptions que l'autorité délégante pourrait à tout moment imposer en considération de la préservation de l'intérêt général. L'autorité délégante conserve un droit de visite et de contrôle à tout moment des ouvrages et de leurs équipements.

Le délégataire est seul responsable et fait son affaire de l'ensemble des risques et litiges liés à l'exploitation de ses activités et de leurs conséquences. Il se substitue à l'autorité délégante dans toute action qu'un tiers pourrait intentier à raison du fonctionnement du service délégué.

Le délégataire veille à ne rien faire ni laisser faire qui puisse avoir pour conséquence d'entraîner la dépréciation des ouvrages, équipements et biens, la diminution du rendement ou la cessation d'exploitation, même provisoire, du service délégué.

Le délégataire s'engage, pendant la durée du contrat d'affermage, à accomplir toutes études nécessaires et à proposer la mise en œuvre de toutes actions utiles à l'amélioration et au développement des équipements.

D'une manière générale, le délégataire a pour mission, dans les limites du périmètre de l'affermage :

- D'obtenir des autorités compétentes l'ensemble des autorisations, homologations, certifications, agréments, déclarations nécessaires à l'organisation des activités prises en charge ;
- D'assurer l'exploitation du service, la gestion administrative, technique, commerciale et financière des équipements, l'entretien, les contrôles et le nettoyage ainsi que la maintenance de l'ensemble des équipements ;
- D'accueillir les usagers, garantir leur sécurité, organiser et coordonner les activités gérées et leur surveillance dans les conditions réglementaires en vigueur.

### **6.1.2 - Normes d'hygiène et de sécurité**

Le délégataire devra observer un strict respect des normes et réglementations d'hygiène et de sécurité, relatives à l'exploitation d'un établissement de son secteur d'activité.

Il devra se tenir constamment informé des évolutions réglementaires et/ou innovations en la matière et adapter ses activités en conséquence.

L'autorité délégante déclare qu'elle met à la disposition du délégataire, des locaux, des installations et du matériel conformes aux normes d'hygiène et de sécurité en vigueur, notamment compte tenu des activités exercées.

L'autorité délégante prendra en charge, le cas échéant, le coût des travaux et aménagements de mise aux normes des locaux, installations et matériels mis à disposition du délégataire, et qui s'avèreraient nécessaires, notamment suite à un contrôle des autorités en la matière, ou à une évolution des normes en vigueur.

L'ancien refuge du Nant du Beurre, situé à proximité du refuge actuel, servira de volume de recueil en cas d'urgence.

Une convention sera conclue entre la Communauté de communes des vallées d'Aigueblanche et la Commune de La Léchère, propriétaire de l'ancien refuge, afin de définir les conditions d'utilisation de ce volume de recueil par le délégataire dans le cadre du présent contrat.

Cette convention sera portée à la connaissance du délégataire lors de la notification du présent contrat. Le délégataire s'engage à en respecter les stipulations qui lui sont applicables, y compris celles le concernant indirectement.

**En aucun cas, l'usage de ce chalet dans le cadre du présent contrat ne pourra être destiné à des activités commerciales ou lucratives.**

### **6.1.3 - Modalités de fonctionnement et services aux usagers**

Les modalités de fonctionnement et les services rendus aux usagers sont les suivants :

Le délégataire s'oblige à respecter les périodes d'ouverture suivantes :

- de mi-juin à mi-septembre : Ouverture tous les jours
- de décembre à compter de l'ouverture jusqu'à la fermeture du domaine nordique : Ouverture tous les jours

- d'une ouverture sur réservation à partir de cinq personnes de mi-septembre à mi-octobre.
- d'une ouverture sur réservation à partir de 15 personnes d'avril à mi-juin et de mi-octobre à fin novembre.

#### **6.1.4 - Surveillance et prescriptions techniques**

Le délégataire assure la garde des installations, de jour comme de nuit, sous son entière responsabilité.

Il est tenu de respecter les règles applicables aux établissements recevant du public et toutes les réglementations relatives :

- A la sécurité des usagers, à l'hygiène et à la qualité sanitaire ;
- A l'accueil et à l'accessibilité des personnes handicapées et des personnes à mobilité réduite ;
- A toutes autres dispositions qui viendraient ultérieurement réglementer le service délégué ou les équipements concernés.

Le délégataire assure les visites réglementaires des locaux avec le concours, à ses frais, d'un organisme agréé dans les conditions prévues par les normes et dispositions applicables aux équipements. Les copies des contrats d'entretien et de visites périodiques devront être adressées à l'autorité délégante dès leur signature.

Les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité devront être consignés sur un registre de sécurité, conformément aux dispositions de l'article R123-51 du Code de la construction et de l'habitation.

Un dossier technique comprenant les plans de l'établissement, le descriptif des installations, les procès-verbaux et les rapports des vérifications périodiques, de même que les contrats d'entretien des installations de sécurité, est annexé au registre de sécurité. Le délégataire met ce registre à disposition de la commission de sécurité, et en assure la mise à jour.

#### **6.1.5 - Exploitation de la licence IV**

La collectivité, propriétaire de la licence de débit de boissons de 4e catégorie (licence IV), la met à disposition du délégataire pour la durée du présent contrat et pour les seuls besoins de l'exploitation du refuge.

Cette licence demeure la propriété exclusive de la collectivité. Le délégataire ne peut en aucun cas la céder, la transférer ou l'affecter à un autre établissement.

Le délégataire s'engage à respecter la réglementation applicable aux débits de boissons, à être titulaire des autorisations requises et à accomplir les formalités nécessaires. Il assume l'entière responsabilité de son exploitation.

Toute demande de mutation de la licence devra être effectuée auprès de la commune de La Léchère. Le délégataire est informé que le délai d'instruction et de validation de cette demande est de deux (2) semaines minimum.

La licence devra faire l'objet d'une exploitation effective pendant toute la durée du contrat.

À l'issue du contrat, pour quelque cause que ce soit, la licence est restituée de plein droit à la collectivité, sans indemnité.

### **6.2 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité**

Le présent contrat d'affermage confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Lorsque le titulaire est autorisé à sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées.

Le titulaire informe sans délai l'autorité délégante des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. L'autorité délégante peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'autorité délégante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, l'autorité délégante se réserve la faculté de résilier le présent contrat d'affermage pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

### **6.3 - Conditions d'exploitation à caractère environnemental**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le délégataire s'engage à exploiter le refuge dans le respect des principes du développement durable, notamment par la maîtrise des consommations d'eau et d'énergie, la réduction et le tri des déchets, la limitation des nuisances pour l'environnement naturel et la biodiversité, ainsi que l'utilisation raisonnée des ressources et des approvisionnements.

Il veille au respect des réglementations environnementales applicables.

Il veillera au **respect de la loi montagne** pour l'accès au refuge et pour l'usage de tous véhicules ayant pour vocation le transport de marchandise vers le refuge en empruntant le chemin d'accès prévu à cet effet, été comme hiver.

Le non-respect de la présente clause peut entraîner l'application de pénalités ou la résiliation du contrat.

### **6.4 - Continuité du service**

Le délégataire est tenu d'assurer la continuité du service qui lui est confié. Toute interruption dans l'exploitation, pour quelque cause que ce soit, doit être signifiée dans l'heure à l'autorité délégante.

Le délégataire est exonéré de sa responsabilité en cas d'interruption du service dans les cas suivants :

- Destruction de tout ou partie des ouvrages sans cause ou raison imputable au délégataire ;
- Arrêt du service dû à un manquement de l'autorité délégante et présentant pour le délégataire un cas de force majeure ;
- Événement extérieur, indépendant de la volonté du délégataire et imprévisible qui rend l'exécution du contrat d'affermage impossible ;
- Fait de grève, étranger à la politique sociale du délégataire.

Dans les cas visés ci-dessus, les parties conviennent de se rencontrer dans les plus brefs délais, afin d'étudier l'impact de l'interruption de service sur l'équilibre économique général du contrat.

Toute interruption non justifiée d'une durée supérieure à 24 heures constitue une faute contractuelle sanctionnée à l'article 10.1 et expose l'exploitant à supporter la charge des dépenses engagées par la communauté de communes pour faire assurer provisoirement le service.

### **6.5 - Amélioration et modernisation**

Le délégataire est libre de proposer à l'autorité délégante tout axe d'amélioration ou modernisation, afin d'accroître le niveau de performance des biens et d'améliorer le niveau du service rendu aux usagers.

Par conséquent, si à l'occasion des opérations de gros entretien et de renouvellement lui incombant le délégataire se trouve amené à remplacer dans son ensemble un bien important, il doit au préalable en informer l'autorité délégante. Dans ce cas, il présente pour chaque mesure envisagée :

- la solution proposée ;
- l'estimation financière ;
- les modalités de son financement (avec le cas échéant l'incidence sur les tarifs) ;
- les délais nécessaires à sa mise en œuvre.

L'autorité délégante examine alors l'intérêt qu'il peut y avoir, compte tenu des évolutions techniques ou réglementaires, à substituer au matériel ou appareil existant un matériel ou appareil mieux adapté, notamment par son principe de fonctionnement, à la poursuite de l'exploitation, non seulement jusqu'à la fin du contrat d'affermage, mais également au-delà de la date de son expiration.

## 7 - Conditions financières et fiscales

### 7.1 - Rémunération du délégataire

Le présent contrat transfère au délégataire un risque lié à l'exploitation du service. Sa rémunération est principalement constituée par le produit des ressources que procure son exploitation.

Le délégataire est donc autorisé à percevoir les recettes des tarifs appliqués aux usagers, dans les conditions et limites définies au présent contrat.

Ces recettes sont réputées permettre au délégataire d'assurer l'équilibre financier du service.

### 7.2 - Tarification

La politique tarifaire du refuge du Nant du beurre est élaborée par le délégataire et soumise annuellement, pour approbation, au Conseil Communautaire.

Chaque année, les projets de tarifs seront transmis par le délégataire pour approbation à l'autorité délégante au plus tard avant le 30 septembre. Ils seront également présentés en commission de suivi du mois d'octobre.

### 7.3 - Redevances versées à l'autorité délégante

#### 7.3.1 - Montant de la redevance

En contrepartie de la mise à disposition des biens constituant le refuge, le délégataire versera à la l'autorité délégante une redevance annuelle qui comprendra :

- Une part fixe d'un montant de 10 000 €, révisable selon l'indice prévu au contrat ;
- Une part variable, calculée sur le chiffre d'affaires hors taxes réalisé par le délégataire, selon la grille suivante :
  - de 0 à 100 000 € de chiffre d'affaires : 4 %
  - de 100 001 € à 150 000 € : 5 %
  - au-delà de 150 000 € : 6 %

#### 7.3.2 - Modalités de versement de la redevance

La redevance est payée au comptable public de l'autorité délégante.

- La part fixe, après la saison hivernale, au plus tard avant le 1<sup>er</sup> avril de chaque année ;
- La part variable au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre, à la lumière du compte de résultat définitif de l'exercice comptable de l'année précédente.

#### 7.3.3 - Indexation de la part fixe de la redevance

La part fixe de la redevance due par le délégataire au titre du présent contrat est révisée annuellement à la date anniversaire du contrat en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

La révision s'effectue sur la base de l'indice publié par l'INSEE : Indice annuel des prix à la consommation - ensemble des ménages - France - base 2025 - nomenclature COICOP 11.1.1.1 (restaurants, cafés et établissements similaires - service complet) disponible à l'adresse suivante : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/011817723>

La part fixe révisée  $F_n$  est calculée selon la formule suivante :

$$F_n = F_o \times (I_n/I_o)$$

$F_n$  = la part fixe révisée pour l'année n

$F_0$  = la part fixe initiale à la date de référence du contrat soit 10 000,00 €

$I_0$  = la valeur de l'indice à la date de 2025 (Valeur 100,00)

$I_n$  = la valeur de l'indice pour l'année de révision.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

En cas de disparition ou de modification substantielle de l'indice, celui-ci sera remplacé par tout indice publié par l'INSEE présentant des caractéristiques sectorielles équivalentes par avenant.

#### **7.4 - Caution**

Au plus tard à la date de prise d'effet de la convention, le délégataire s'oblige à consigner la somme de 5 000 € en dépôt entre les mains du comptable public de l'autorité délégante.

Sur le cautionnement seront prélevées, notamment :

- les pénalités et les sommes restant dues à l'autorité délégante par le délégataire en vertu des présentes,
- les dépenses faites en raison de mesures prises, aux frais du délégataire, pour assurer la continuité de l'exploitation en cas de mise en régie provisoire.
- plus généralement, toutes les sommes dues par le délégataire à l'autorité délégante en vertu de la présente convention.

Toutes les fois qu'une somme quelconque sera prélevée sur le cautionnement, le délégataire devra la compléter dans un délai de 1 mois.

La non reconstitution du cautionnement, après une mise en demeure restée sans effet, ouvrira droit pour l'autorité délégante de prononcer la déchéance du délégataire.

Ce cautionnement sera remboursé de plein droit dans un délai de trois mois après l'expiration normale ou anticipée de la présente convention et après imputation de toutes les sommes éventuellement dues l'autorité délégante.

#### **7.5 - Réexamen des conditions financières**

Les présentes stipulations ont pour objet de prévoir les cas dans lesquels le présent contrat peut être modifié en cours d'exécution. Elles constituent des "clauses de réexamen" et sont régies par les dispositions de l'article R. 3135-1 du code de la commande publique.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties.

La procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exploitation du service, et ne saurait porter atteinte au principe de continuité du service public.

Le présent article n'implique pas un droit acquis au réexamen de l'affermage. Le délégataire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. L'autorité délégante peut également procéder à un contrôle sur pièce et sur place des informations données par le délégataire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'autorité délégante décide, selon la teneur du réexamen, si l'accord se matérialise par l'édition d'un acte unilatéral (courrier, ordre de service), ou par la conclusion d'un avenant entre les parties.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

Le délégataire s'acquitte des redevances selon les modalités fixées au contrat.

Les parties conviennent que le système de redevance pourra faire l'objet d'un réexamen en cas de circonstances exceptionnelles, notamment :

évolution significative des conditions économiques,

modifications législatives ou réglementaires affectant l'affermage,

événements imprévisibles impactant l'exploitation du refuge.

Tout réexamen fera l'objet d'une renégociation entre les parties et d'un accord écrit fixant les nouvelles modalités ou montants applicables.

## **7.6 - Charges, impôts et taxes**

Le délégataire devra supporter tous les frais et charges d'exploitation des biens ou de services, en dehors des frais liés aux analyses de l'eau qui seront pris en charge par l'autorité délégante.

Il supportera également tous les impôts et taxes existants ou à venir, hormis la taxe sur le foncier bâti, qui sera due par l'autorité délégante, propriétaire du bâtiment.

## **8 - Suivi et contrôle de l'affermage**

### **8.1 - Rapport annuel d'information à l'autorité délégante**

Le délégataire a constitué une société dédiée à l'exploitation du refuge.

Le délégataire tient, conformément au plan comptable applicable en la matière, une comptabilité spécifique à l'activité objet du présent contrat.

Le délégataire transmet les comptes certifiés lorsqu'il est légalement tenu de désigner un commissaire aux comptes.

Conformément aux dispositions de l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales et l'article L3131-2 du Code de la Commande Publique, le délégataire produira à la communauté de communes, un rapport dont le contenu est précisé à l'article R.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il doit notamment rassembler :

Ce rapport fait notamment apparaître :

1°) Les données comptables suivantes :

- le compte annuel de résultat de l'exploitation de l'affermage ;
- un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué, comportant notamment une description des biens ;
- un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué ;
- une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation ;
- les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à l'affermage et nécessaires à la continuité du service public ;
- le cas échéant, un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;
- les éventuelles autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année.

2°) Une analyse de la qualité des ouvrages ou des services demandés au délégataire. Cette analyse comporte tout élément qui permette d'apprécier la qualité des ouvrages ou des services exploités et les mesures proposées par le délégataire pour une meilleure satisfaction des usagers.



3°) Un compte rendu technique et financier comportant les informations utiles relatives à l'exécution du service, notamment les tarifs pratiqués, leur mode de détermination et leur évolution, ainsi que les autres recettes d'exploitation.

Afin d'apprécier la qualité du service rendu aux usagers, le délégataire présente une analyse en prenant en compte les indicateurs suivants :

- Progression de la fréquentation
- Progression du CA
- Progression de la consommation des différentes formules proposées
- Rappel des faits marquants de l'année
- Analyse de la typologie de clientèle
- Un CR des animations proposées et leur impact sur l'activité du refuge
- Les actions de communication réalisées
- Les moyens mobilisés pour l'exploitation du refuge (ETP, matériel, prestataires)
- Travaux réalisés
- Une Synthèse financière reprenant le résultat global et son analyse

Le rapport annuel d'information est transmis au plus tard le 30 septembre à l'adresse de l'autorité délégante indiquée en page de garde du présent contrat ou aux adresses mails suivantes : [meryl.gout@ccva-savoie.com](mailto:meryl.gout@ccva-savoie.com) et [adrien.bottarel@ccva-savoie.com](mailto:adrien.bottarel@ccva-savoie.com)

Ce rapport sera affiché et présenté en commission de suivi au mois d'octobre.

Son examen est mis à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'assemblée délibérante, qui en prend acte.

La non production des comptes rendus constitue une faute contractuelle sanctionnée à l'article 10.1 du présent contrat.

## **8.2 - Contrôle exercé par l'autorité délégante**

Le délégataire est tenu de fournir sur demande de l'autorité délégante, l'ensemble des documents mentionnés à l'article D. 8222-5 du Code du travail.

Dans le cadre de son pouvoir de contrôle, l'autorité délégante procède également à toutes vérifications qu'elle estime nécessaire afin de s'assurer du respect des obligations contractuelles du délégataire, et de la préservation de l'intérêt général attaché à l'exécution du présent contrat.

A cette fin, l'autorité délégante peut diligenter tout contrôle sur pièce et/ou sur site, par l'intermédiaire de ses représentants, agents, ou tout tiers spécialement accrédité à cet effet (conseil, expert...). Elle peut notamment se voir remettre ou communiquer tous documents, quel qu'en soit le support, et en obtenir la copie. L'autorité délégante peut également convoquer ou entendre toute personne ayant un lien avec l'exécution du présent contrat et susceptible de l'éclairer dans le cadre de l'opération de vérification.

De manière générale, le délégataire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens propres à faciliter l'accomplissement du contrôle diligenté par l'autorité délégante, le cas échéant en mettant à disposition le personnel nécessaire.

Les parties s'entendent également sur le fait que les demandes formulées par l'autorité délégante dans le cadre de son pouvoir de contrôle ne doivent pas avoir pour effet de perturber la bonne exécution du contrat.

L'autorité délégante effectuera ces opérations de vérification sur site de manière inopinée.

Les frais afférents aux contrôles sont intégralement à la charge de l'autorité délégante.

### **8.5 - Commission de suivi**

Les parties conviennent de mettre en place une commission de suivi composée de minimum deux représentants de l'autorité délégante, dont le Président, du personnel en charge du suivi de la délégation de service public et du délégataire.

L'objet de cette commission est d'instaurer un dialogue permanent sur le bon déroulement de la délégation de service public, sur la qualité des services et plus généralement sur le suivi de la délégation de service public.

Elle se réunira une fois par an, au cours du mois de d'octobre, et en tant que de besoin, à la demande du Président ou du délégataire.

Le secrétariat (convocation des membres, rédaction des comptes-rendus etc.), et les moyens logistiques (mise à disposition d'une salle, accueil des participants) sont assurés par l'autorité délégante.

## **9 - Responsabilités - Garanties - Assurances**

### **9.1 - Responsabilité de l'autorité délégante**

La responsabilité de l'autorité délégante ne peut être recherchée à l'occasion de litiges provenant de l'exploitation par le délégataire des installations et équipements. L'autorité délégante n'est pas responsable des dommages causés par une dégradation ou une usure anormale des ouvrages pouvant être imputée à l'exploitation.

L'autorité délégante reste responsable des dommages liés à l'existence, à la nature et au dimensionnement des ouvrages. Toutefois, la responsabilité du délégataire se trouve engagée si l'insuffisance des installations était prévisible et que l'autorité délégante n'a pas été informée en temps utile par le délégataire.

Il est précisé que les compagnies auprès desquelles le délégataire a souscrit des assurances renoncent à tous recours contre l'autorité délégante et ses propres assureurs sauf en cas de dommage directement ou indirectement lié à un défaut de conformité des installations ou matériels propriété de l'autorité délégante et mis à disposition du délégataire par celle-ci.

### **9.2 - Responsabilité du délégataire**

Le délégataire est responsable de la maintenance et de l'exploitation des ouvrages dans le respect des dispositions législatives et réglementaires, des règles de l'art et des obligations contractuelles résultant du présent contrat.

En sa qualité d'exploitant, il est également responsable de tous les risques, litiges et indemnités de toute nature résultant de dommages corporels, matériels et immatériels causés aux biens et aux personnes, sauf si ces dommages sont la conséquence d'une faute de l'autorité délégante.

Le délégataire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour n'apporter aucun trouble anormal aux propriétés voisines.

Il est responsable, en outre, de l'ensemble des dommages causés à tout nouvel équipement inclus à l'inventaire pendant la durée du contrat, cet équipement étant par défaut considéré comme faisant partie du périmètre d'exploitation.

### **9.3 - Garanties des ouvrages et équipements**

Pour les travaux dont il aurait contractuellement la charge, le délégataire est assuré en conséquence et en est civilement responsable, même après échéance du présent contrat, notamment au titre des garanties de parfait achèvement, de bon fonctionnement et décennale.

Le délégataire tient en permanence à jour la liste des garanties contractuelles et légales, concernant les biens tels que les équipements, infrastructures ou systèmes informatiques dont il a assuré l'achat ou la maîtrise d'ouvrage.

### **9.4 - Assurances**

#### **9.4.1 - Obligation d'assurance**

Le délégataire souscrit tout au long de la durée de l'affermage, auprès d'une ou de plusieurs compagnies d'assurances notoirement solvables, l'ensemble des polices d'assurances exigées au titre de l'exécution des obligations qui lui incombent afin de garantir la couverture des risques inhérents à ses obligations. Il est convenu que les compagnies d'assurance auront communication des termes spécifiques du présent contrat afin de rédiger les garanties en conséquence.

Le délégataire adressera à la communauté de communes toutes les polices contractées dans un délai d'un mois à compter de leur signature, accompagnées d'une déclaration des compagnies assurant qu'elles ont effectivement disposé d'une ampliation certifiée du texte du présent contrat.

Le délégataire devra, sur simple demande écrite de l'autorité délégante, dans un délai de 10 jours, justifier à celle-ci le paiement régulier des primes afférentes aux polices souscrites.

L'autorité délégante déclare être assurée pour les ouvrages, équipements et installations mis à la disposition du délégataire au titre des risques du propriétaire.

Le délégataire est seul responsable de sa propre carence en matière de souscription des assurances liées aux activités entrant dans le champ du présent contrat, d'insuffisance des montants garantis au vu de la valeur des biens de l'affermage ou du paiement des cotisations afférentes.

Le délégataire fait son affaire de tous les risques et litiges pouvant survenir du fait de l'exécution du service et/ou l'exploitation des ouvrages/équipements. Il est seul responsable vis-à-vis de l'autorité délégante, des usagers, de son personnel et des tiers de tous accidents, dégâts et dommages en résultant

Toutes les polices d'assurances devront inclure précisément une clause générale et totale de renonciation à recours contre l'autorité délégante, sauf en cas de faute exclusive et intentionnelle de celle-ci.

En cas de mise en régie provisoire ou résiliation avant la fin de l'affermage, les contrats d'assurance seront transmis de plein droit à l'autorité délégante sans que l'assureur ne puisse y faire objection. Ils comportent obligatoirement une clause réservant expressément à l'autorité délégante la faculté de se substituer au délégataire en fin d'affermage, aux mêmes conditions.

#### **9.4.2 - Information de l'autorité délégante**

Le délégataire doit justifier auprès de l'autorité délégante, au plus tard à la date de signature du contrat d'affermage et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation correspondant aux polices d'assurances souscrites et établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Il doit également justifier du paiement régulier des primes.

Toute modification du niveau des garanties doit faire l'objet d'une communication préalable à l'autorité délégante. Les éventuels avenants aux contrats d'assurance ne peuvent avoir pour effet de réduire l'étendue des garanties dans leur portée ainsi que leur montant sans recevoir l'accord exprès de l'autorité délégante.

Il appartient au délégataire de signaler à l'autorité délégante, tout désordre ou sinistre relatif aux ouvrages, équipements et matériels pendant la durée du contrat d'affermage.

Le délégataire transmet chaque année à l'autorité délégante, dans le cadre de l'envoi du rapport annuel, ou à tout moment sur demande, les attestations d'assurances correspondantes aux polices d'assurance mentionnées au présent article. L'absence de transmission de ces documents, à compter de l'expiration du premier jour de chaque échéance annuelle, constitue une faute, sanctionnée par l'application d'une pénalité.

## **10 - Sanctions**

### **10.1 - Pénalités**

Faute par le délégataire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat, et sans préjudice des sanctions coercitives ou résolutoires applicables, des pénalités peuvent lui être infligées par l'autorité délégante. Les pénalités ne s'appliquent pas lorsque le retard ou le manquement est dû à un manquement de l'autorité délégante.

Les pénalités courent, sans mise en demeure, à compter de la constatation du fait générateur. Elles sont exigibles de plein droit à compter du jour suivant l'expiration du délai imparti au délégataire pour satisfaire à ses obligations.

Le versement des pénalités au profit de l'autorité délégante doit être effectué dans un délai de 15 jours à compter de la réception du titre de recette notifié au délégataire. Toute somme non versée dans le délai imparti donne lieu, de plein droit et sans mise en demeure, au paiement d'intérêts moratoires calculés au taux d'intérêt légal majoré de deux points.

Les pénalités prévues au présent contrat sont les suivantes :

Les sanctions pécuniaires et les pénalités sont notamment prononcées au profit de la communauté de communes en cas de non-production des documents prévus à l'Article 8.1, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire égale à 150 euros par jour sera exigible par l'autorité délégante.

Le manquement à toute autre obligation prévue à la présente convention fera l'objet d'une pénalité de 200 euros par jour de manquement, sans mise en demeure préalable.

### **10.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si Le délégataire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'autorité délégante applique une pénalité correspondant à 10,00 % des excédents bruts d'exploitation.

### **10.3 - Sanctions coercitives/mise en régie provisoire**

En cas de faute grave du délégataire, l'autorité délégante peut prendre toutes les mesures nécessaires aux frais et risques du délégataire, et notamment celles permettant d'assurer provisoirement l'exploitation du service.

Cette faculté de mise en régie provisoire ne peut pas s'appliquer en cas de force majeure ou de motif légitime tiré des conditions normales d'exploitation.

Cette mise en régie provisoire interviendra dans un délai de cinq jours ouvrés après une mise en demeure restée sans effet à compter de la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La régie provisoire cessera dès que le délégataire sera de nouveau en mesure de remplir ses obligations, sauf si la déchéance est prononcée.

En cas de manquement avéré du délégataire à l'une de ses obligations définies aux articles ci-dessus, l'autorité délégante pourra, après une mise en demeure restée sans effet, faire exécuter la prestation concernée aux frais et risques de celui-ci.

### **10.4 - Sanction résolutoire : Déchéance**

En cas de faute d'une particulière gravité, la déchéance peut être encourue par le délégataire. Le Président de la communauté de communes, ou son représentant, adressera au délégataire une mise en demeure d'exécution dans un délai à préciser au délégataire. Ce délai ne peut être inférieur à un mois, sauf lorsque la continuité du service ou la sécurité des personnes l'exige.

Le défaut d'exécution totale ou partielle de la mise en demeure dans les conditions prévues au paragraphe précédent, et au regard du caractère particulièrement grave de la faute reprochée, entraînera la déchéance du délégataire défaillant, qui sera prononcée sur simple délibération du conseil communautaire constatant l'inexécution après mise en demeure préalable.

L'autorité délégante se réserve également le droit de prononcer la déchéance sous la même condition de particulière gravité de la faute reprochée en cas de malversations, délits ou de crimes constatés par une décision de justice définitive ou en cas de non acquittement des créances dues à la communauté (notamment redevances, surtaxes, indemnités, intérêts moratoires,...), de non-respect des obligations contractuelles de la convention, après une mise en demeure préalablement établie, conformément à l'article ci-dessus.

La déchéance est prononcée par l'autorité délégante. Elle prend effet à compter du jour de la notification au délégataire. Elle entraîne la reprise par l'autorité délégante du service qu'elle exploite ou remet à un autre partenaire de son choix, établie selon les modalités qu'elle définira au moment opportun, selon la réglementation en vigueur.

Au cas où la déchéance est prononcée, le sort des biens constituant le service à titre principal ou accessoire sera réglé selon les modalités prévues à l'article 13.

La déchéance du délégataire et la reprise des biens selon les modalités définies ci-dessus n'interdisent en rien à l'autorité délégante d'obtenir réparation du préjudice dont elle pourrait rapporter la preuve et dont l'origine résiderait dans le comportement fautif du délégataire.

## **11 - Résiliation du contrat**

### **11.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général**

L'autorité délégante peut, à tout moment, mettre fin au présent contrat d'affermage pour motif d'intérêt général.

Sauf urgence, la résiliation ne prend effet qu'au terme d'un délai minimum de quinze (15) jours à compter de sa notification au délégataire.

La résiliation pour motif d'intérêt général ouvre droit à indemnisation du préjudice direct, certain et justifié subi par le délégataire, conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Cette indemnisation ne peut porter que sur :

- les dépenses utiles, engagées et non amorties par le délégataire au titre des seuls biens financés par lui et expressément identifiés au contrat comme biens de retour ;
- les frais directement liés à la résiliation anticipée du contrat, dûment justifiés.

L'indemnité versée au titre des biens de retour est égale à leur valeur nette comptable à la date de résiliation, telle qu'elle résulte des comptes du délégataire, sous réserve qu'ils aient été régulièrement inscrits à l'actif et amortis selon des règles comptables conformes à la réglementation en vigueur.

Aucune indemnisation ne pourra être versée au titre :

- des biens appartenant à l'autorité délégante ;
- des biens non prévus au contrat ;
- du manque à gagner ou de la perte de bénéfices futurs.

Les parties se rapprochent afin d'arrêter contradictoirement le montant de l'indemnité due. À défaut d'accord amiable, le litige relève de la juridiction administrative compétente.

## **11.2 - Résiliation en cas de dissolution, redressement et liquidation judiciaire**

En cas de dissolution du délégataire, l'autorité délégante peut prononcer la résiliation de plein droit du contrat, dès la date de publication de la dissolution au Registre du Commerce et des Sociétés, sans attendre que les procédures engagées aient abouti.

En cas de redressement judiciaire du délégataire, l'autorité délégante peut prononcer la résiliation de plein droit du contrat si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du délégataire ou si la mise en demeure reste sans réponse pendant plus d'un mois.

En cas de liquidation judiciaire du délégataire, la résiliation intervient automatiquement de plein droit le jour suivant le jugement correspondant.

L'ensemble de ces mesures de résiliation pourront être appliquées sans que le délégataire puisse prétendre à une quelconque indemnité, à l'exception de l'indemnisation liée au retour anticipé des biens, et sans préjudice d'éventuels dommages-intérêts au profit de l'autorité délégante.

## **11.3 - Résiliation pour force majeure**

La force majeure est caractérisée par la survenance d'un événement extérieur aux parties, imprévisible dans sa survenance, et irrésistible dans ses effets.

Aucune des parties n'encourt de responsabilité ou de sanction pour n'avoir pas exécuté ou avoir exécuté avec retard une de ses obligations dès lors qu'un tel manquement ou retard résulte d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

La partie qui invoque la force majeure prend, dans les meilleurs délais, toutes les mesures envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses obligations contractuelles.

La partie qui, par action ou omission, aurait sérieusement aggravé les conséquences d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure n'est fondée à l'invoquer que dans la limite des effets que l'événement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

Lorsqu'un événement de force majeure se prolonge au-delà d'une période de 6 mois, la résiliation du contrat peut être prononcée par l'autorité délégante.

La résiliation pour force majeure entraîne l'indemnisation du délégataire dans les mêmes conditions que la résiliation pour motif d'intérêt général.

# **12 - Fin du contrat**

## **12.1 - Faits générateurs**

Le présent contrat prend fin dans les cas suivants :

- à la date de son échéance ;
- en cas de résiliation pour faute ;
- en cas de résiliation pour motif d'intérêt général ;
- en cas de dissolution, redressement ou liquidation judiciaire du délégataire ;
- en cas de résiliation pour force majeure prolongée ;
- en cas de résiliation juridictionnelle ou par voie de conséquence ;
- pour tout autre cas de résiliation prévu au contrat.

Quel que soit le fait générateur de la fin du contrat, le délégataire s'engage à fournir tout document ou renseignement de nature à permettre à l'autorité délégante de lancer une nouvelle consultation afin d'assurer la poursuite de l'objet du présent contrat ;

## **13 - Remise des installations**

### **13.1 - Définition**

Il est expressément stipulé que la présente délégation de service public comprend :

- des biens mis à disposition de l'exploitant par l'autorité délégante lors de la prise d'effet de la convention ou ultérieurement au cours du contrat (Annexe 4),
- des biens fournis par le délégataire nécessaires au fonctionnement du refuge,
- des biens que le délégataire va fournir et/ou acquérir tout au long du contrat, qui ne sont pas nécessaires au fonctionnement du service et qui ne sont grevés d'aucune clause de retour au profit de la communauté de communes (mobiliers accessoires, approvisionnements, ...).

### **13.2 - Sort des biens à l'extinction du contrat**

A la fin du contrat pour quelque motif que ce soit, le sort des biens est réglé comme suit :

- Les biens mis à la disposition de l'exploitant et figurant à l'Annexe 4 des présentes, seront remis gratuitement à l'autorité délégante en bon état d'entretien et de fonctionnement,
- Après vérification de l'état d'entretien, les biens fournis par le délégataire, seront soit rachetés par l'autorité délégante moyennant le paiement au délégataire d'une indemnité égale à la valeur vénale de ces biens à cette date, valeur fixée à l'amiable, soit conservés par le délégataire.
- Tous les autres biens non visés aux alinéas précédents et qui ne sont pas strictement nécessaires à l'exploitation, peuvent être rachetés par l'autorité délégante sur demande de sa part et après accord des parties sur le prix.

### **13.4 - Retard de paiement**

Tout retard de paiement des sommes dues par l'une ou l'autre des parties, est affecté d'un intérêt correspondant au taux d'intérêt légal.

## **14 - Dispositions diverses**

### **14.1 - Règlement des litiges et langues**

Les contestations qui s'élèvent entre l'autorité délégante et le délégataire, au sujet du présent contrat ou de ses annexes, sont soumises au tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve le siège de l'autorité délégante.

Préalablement à tout recours contentieux, les contestations peuvent être portées par la partie la plus diligente devant un tiers choisi d'un commun accord qui s'efforce de concilier les parties.

Par ailleurs, toute correspondance relative à l'exécution du présent contrat est rédigée en langue française ou accompagnée d'une traduction en langue française.

### **14.2 - Notification, élection de domicile**

Pour l'exécution du présent contrat, les parties font élection de domicile aux adresses suivantes :

- Pour l'autorité délégante, à l'adresse indiquée en page de garde ;
- Pour le délégataire, à l'adresse indiquée en tête du présent contrat.

Toute notification au délégataire d'une décision ou information qui fait courir un délai est, sauf stipulation contraire expresse, réalisée par tout moyen propre à ce que le délégataire en accuse réception de manière certaine (lettre recommandée avec accusé de réception, échange dématérialisé permettant d'attester la date et l'heure de réception de la décision ou de l'information).

En cas de changement de domiciliation du délégataire, et à défaut pour lui de l'avoir signifié par lettre recommandée (physique ou électronique) avec accusé de réception, il est expressément convenu que toute délivrance sera valablement faite si elle l'a été au domicile susvisé.

### **14.3 - Traitement des données à caractère personnel**

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'autorité délégante a la qualité de "responsable de traitement", et le délégataire celle de "sous-traitant" du responsable de traitement.

Le délégataire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## **15 - Pièces annexes**

Les pièces suivantes sont annexées au présent contrat :

Annexe 1 - Le compte d'exploitation prévisionnel

Annexe 2 - Les modalités d'entretien du bâtiment

Annexe 3 - Les plans du bâtiment

Annexe 4 - Inventaire provisoire

Annexe 5 - Décret n° 87-7212 du 26 août 1987

Annexe 6 - Copie de la Licence IV

Annexe 7 - Rapport de présentation et délibération du Conseil Communautaire

## **16 - Signature**

Fait à GRAND AIGUEBLANCHE, en ..... exemplaires originaux, le .....

Pour l'autorité délégante

Pour le délégataire